ALIMENTERRE

Crédit photo : Berger et troupeau dans la poussière, Sénégal © Kamikazz, Isra-Cirad-Gret

FICHE THÉMATIOUE
ÉLEVAGE VIANDE-LAIT

Mise à jour : Août 2018

AVEC LE SOUTIEN DE :

EN PARTENARIAT AVEC :

ILS COORDONNENT ALIMENTERRE SUR LES TERRITOIRES :

Le présent document bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement, de Biocoop, de la Fondation Daniel et Nina Carasso, de la Fondation Léa Nature Jardin Bio et de Triballat Noyal. Les idées et les opinions présentées sont celles du CFSI et ne représentent pas nécessairement celles des organismes précités.

SOMMAIRE

RESUME 4
LA PROGRESSION DE L'ELEVAGE INDUSTRIEL DANS UNE ECONOMIE MONDIALISEE EN QUESTION. 4
Des systèmes d'élevage qui diffèrent entre les régions 4
Le pastoralisme menacé dans les pays du sud. 5
L'élevage industriel gagne du terrain tiré par une demande croissante 6
Les risques liés au développement de l'élevage industriel 9
QUELLES ALTERNATIVES ? 11
Vers des modes de production durable et solidaire. 11
Réduir la consommation de viande et veiller à sa qualité 12
Des politiques cohérentes 12
ORIENTATIONS PEDAGOGIQUES 13
Questions d'entrée dans le débat 13
Exemples d'outils d'animation 13
Filmographie 14
Bibliographie 14

L'accès à une alimentation suffisante et de qualité est un enjeu partagé par tous les pays alors que le système alimentaire, de plus en plus mondialisé, ne parvient pas à y répondre. Pour faire face aux défis économiques, sociaux et environnementaux, la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et le consommer local ouvrent des perspectives prometteuses. L'appropriation par les citoyens des enjeux alimentaires du local au global est primordiale afin qu'ils contribuent à la construction de systèmes alimentaires durables et solidaires et au droit à l'alimentation.

Sur sa plateforme alimenterre.org, le CFSI propose des outils pédagogiques aux acteurs de la formation, de l'éducation et de la sensibilisation. 15 fiches thématiques présentées sous la forme d'un kit et régulièrement actualisées, permettent de saisir les principaux enjeux et les leviers indispensables au changement. Elles incluent des conseils pour préparer les débats, des idées de jeux et d'animation adaptées aux publics visés et une bibliographie pour aller plus loin.

Ces fiches sont un support pour organiser un évènement dans le cadre du Festival ALIMEN**TERRE** (15 octobre au 30 novembre), mais aussi toute l'année. Si vous souhaitez être accompagnés dans l'organisation de votre évènement, n'hésitez pas à contacter la coordination ALIMEN**TERRE** présente sur votre territoire.

www.alimenterre.org/le-reseau-alimenterre

RESUMÉ

Dans de nombreux pays en développement, l'élevage est une activité multifonctionnelle. Source de revenus et de nourriture pour de nombreuses populations, près d'un 1 milliard de pasteurs, de paysans et leurs familles dépendent des ressources de l'élevage pour leur subsistance. Pour les pays, il est d'une importance vitale en termes d'indépendance alimentaire et d'équilibre de la balance commerciale et d'économies de devises.

En Europe, et surtout en Amérique, la plupart des élevages se sont spécialisées et intensifiées depuis les années 1950, en achetant une part croissante de fourrages et de grains, plutôt que les produire sur leurs terres. Des unités de production industrielle produisant du lait, de la viande, des œufs, des produits transformés se sont développés et fournissent l'agro-industrie et la grande distribution.

Ce marché de plus en plus mondialisé est stimulé par une consommation de produits animaux qui augmente avec celui du pouvoir d'achat des ménages et un taux d'urbanisation croissant. Ainsi, la demande mondiale augmenterait de 50 à 70 % à l'horizon 2050 pour nourrir 9 à 10 milliards d'habitants. Si cette augmentation de produits animaux se fait dans les élevages industriels, les coûts environnementaux et sociaux vont devenir insupportables.

L'élevage industriel suscite de nombreux débats qui portent sur la lutte contre le changement climatique, la compétition entre cultures destinées à nourrir directement les hommes, les vives concurrences sur les marchés mondiaux ou encore l'évolution des habitudes alimentaires. Au nord comme au sud, comment permettre aux éleveurs de vivre dignement, tout en préservant la planète, alors que la population mondiale continue à augmenter ?

LA PROGRESSION DE L'ÉLEVAGE INDUSTRIEL DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE

Au cours de l'histoire, les activités d'élevage ont considérablement évolué. Trois âges – pastoral, agricole et industriel - se sont succédé. Ils coexistent encore aujourd'hui dans différentes parties du monde.

Des systèmes d'élevage qui diffèrent entre les régions

On distingue les **systèmes extensifs** (élevages de plein air permanents, sans apports de fourrage et sans intrants) des **systèmes intensifs** (avec davantage d'animaux par hectare mais nécessitant des achats d'engrais et de compléments alimentaires avec des risques notamment pour la qualité de l'eau et pour la santé).

Dans les pays du Sud, les systèmes extensifs sont souvent associés au pastoralisme avec une période de transhumance de tout ou partie du troupeau. On parle d**'élevage pastoral** dans lequel l'essentiel de l'alimentation du bétail provient des ressources fourragères pâturées.

L'élevage mixte (agro-pasteurs ou polycultures–élevage) correspond aux exploitations associant agriculture et élevage. Ce type d'élevage est le plus commun sur tous les continents, souvent avec de très petits troupeaux valorisant les coproduits de cultures. En Europe les animaux sont maintenus et nourris dans des bâtiments une partie de l'année, requérant davantage de mécanisation pour la production fourragère et la gestion des déjections mais aussi de soins vétérinaires.

L'élevage industriel est courant en Amérique du Nord et du Sud, dans certaines régions de l'Asie de l'Est et Sud-Est et également au Proche Orient. Il se développe aussi en Europe, surtout à l'Est. Il est caractérisé par de grands troupeaux et par l'absence de lien au sol. Les animaux sont maintenus à l'intérieur des bâtiments d'élevages qui peuvent contenir plusieurs milliers de bovins, truies ou des centaines de milliers de volaille. L'élevage industriel, souvent spécialisé sur une seule espèce, nécessite un haut niveau d'investissement et a recours à une quantité importante d'achats d'aliments bétails et de produits vétérinaires.

Le pastoralisme menacé dans les pays du Sud

Pour les communautés pauvres des pays du Sud, les animaux constituent un capital indispensable sur le plan social, financier et nutritionnel, tant en milieu rural que dans les zones urbaines. L'élevage est source d'aliments, d'emploi, de revenus et d'assurance. Les animaux ont un rôle déterminant dans les systèmes agricoles : ils permettent d'optimiser l'usage et les cycles d'éléments nutritifs dans de nombreuses régions. Ils sont utilisés pour leurs attributs (force de traction, apport alimentaire en protéines animales, cuir, peaux, laine). Pourtant, les éleveurs sont marginaux dans la plupart des régions du globe, vulnérables face aux aléas climatiques (sécheresse) et aux politiques (sédentarisation forcée, tracés de frontières etc.)[1].

Selon les données de l'ONG Agronomes et vétérinaires sans frontières, **450 millions de petits paysans** dans le monde élèvent du bétail sur moins de 2 hectares, **300 millions de pasteurs et nomades dans le monde** élèvent du bétail sur des pâturages naturels pour se nourrir et subsister[2]. **70 % des moyens de subsistance** dans les régions arides et semi-arides et dans les régions montagneuses dépendent des animaux. Ces surfaces sont impropres à la culture : sans élevage, elles seraient totalement inhabitées.

L'Afrique de l'Ouest s'illustre comme une région d'élevage par excellence. Dans cette région domine l'élevage extensif, basé sur le pastoralisme et l'agro-pastoralisme. Même si les familles d'éleveurs ont tendance à se sédentariser, elle continue à déplacer leurs troupeaux[3]. De nombreuses familles dépendent de cette activité pour vivre, mais elles ne sont pas suffisamment soutenues. Les politiques nationales tendent en effet à soutenir davantage les systèmes intensifs ou semi-intensifs (stabulation permanente ou temporaire durant quelques mois)[4]. Le poids relatif de l'élevage dans les économies nationales est en baisse constante. Il ne représente plus que 10 à 15 % au Burkina Faso et au Niger[5].

De nombreuses contraintes pèsent sur le pastoralisme en Afrique :

- **changement climatique et rétrécissement rapide de l'espace pastoral :** sécheresses successives, aléas et variabilité climatique[6], précarité et insuffisance des ressources ;
- **contraintes économiques entravant le commerce régional du bétail**[7] : sur les marchés côtiers ouest africains, une offre de plus en plus importante de viande et de produits laitiers subventionnés provient d'Amérique latine et de l'Union européenne. Les politiques macroéconomiques et sectorielles (telles que la surévaluation de la monnaie par exemple) nuisent à la compétitivité des produits issus de l'élevage ;
- **cadre politique et légal défavorable à la transhumance** : dans la pratique, les Etats se heurtent à l'inadéquation des législations nationales aux pratiques locales du

[1] Pour plus d'informations : Bonnet B.,Guibert B., *Une brève histoire du pastoralisme dans les politiques publiques.* Revue Grain de sel nº 73-74 — juillet 2016–juin 2017. URL : http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/gds73-74_brevehistoiredupastoralisme_p6-7.pdf
[2] Pour plus d'informations : Inter-réseaux développement rural, « *Le pastoralisme a-t-il encore un avenir en Afrique de l'Ouest? » Revue* Grain de sel nº 73-74 — juillet 2016–juin 2017. URL : http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/gds73-74_complet.pdf
[3] (Ibid.).
[4] Source CLISS (Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel).
[5] CLISS (2010) L'élevage au Sahel et en Afrique de l'Ouest. URL : http://www.on-mali.org/joomla/__GED/pdf/elevage_en_aocs5.pdf
[6] Pour plus d'informations, consulter la fiche thématique agriculture et forêts face au défi du changement climatique.
[7] (ibid.).

foncier rural[8], à la faiblesse des investissements dans l'élevage[9], à la faiblesse de moyens pour les structures d'appui-conseil dans le cadre de politiques de décentralisation. La paupérisation croissante des éleveurs, l'exode rural, les crises socio-politiques sont autant de freins sociaux au développement de l'élevage.

Alors que la demande alimentaire des villes est croissante, comment accroître l'offre régionale de produits carnés et laitiers locaux ? Comment faire en sorte que l'élevage réponde aux besoins du marché régional et permette aux pasteurs et agropasteurs de vivre dignement ?

L'Afrique de l'Ouest, un débouché pour la poudre de lait européenne au détriment de l'économie locale

Première exportatrice mondiale de lait, l'Union européenne a une stratégie offensive pour augmenter ses parts de marché. En Afrique de l'Ouest, des multinationales européennes s'implantent pour transformer et écouler une poudre de lait européenne abondante et bon marché. Rares sont celles qui s'approvisionnent en lait local. Pour autant, les producteurs européens de lait peinent à survivre face aux prix imposés par les industriels et la grande distribution.

Depuis une dizaine d'années, la concurrence subie par les éleveurs laitiers ouest-africains est aggravée par l'importation d'un nouveau produit : la poudre de lait réengraissée avec de la matière grasse végétale, le plus souvent de l'huile de palme, et vendue 30 % moins cher.

Même si l'autosuffisance n'est pas envisageable à court terme, la filière lait local dispose d'un fort potentiel de développement. Il est en effet remarquable que, dans de telles conditions, la production ouest-africaine de lait de vache ait augmenté de 50 % entre 2000 et 2016. Le développement de la filière est essentiel pour réduire la dépendance de l'Afrique de l'Ouest aux importations et combattre la pauvreté qui touche particulièrement les éleveurs.

C'est la raison pour laquelle trois organisations régionales de paysans et d'éleveurs (Apess, RBM, Roppa) plaident en faveur de politiques qui soutiennent la filière lait local. Elles commencent à être entendues. En 2015, la Cedeao a décidé de lancer une « offensive lait ». Outre des financements pour la filière, une meilleure protection commerciale face aux importations fait partie des pistes possibles. Il importe qu'à leur tour l'Union européenne et ses membres mènent des politiques favorables aux filières lait local en Afrique de l'Ouest.

Consultez l'étude commanditée par le CFSI : *Quelles politiques commerciales pour la promotion de la filière « lait local » en Afrique de l'ouest ?*, Broutin Cécile, Levard Laurent, Goudiaby Marie-Christine, 2018, Paris, Gret, 100 pages

L'élevage industriel gagne du terrain tiré par une demande croissante en produits carnés et laitiers

De tous les secteurs de l'économie agricole, l'élevage est celui qui accuse la plus forte croissance avec une accélération de son industrialisation.

La filière viande

[8] Dans ces pays, les droits fonciers ne sont toujours respectés. Ce sont les droits coutumiers qui priment.

[9] De nombreux discours ou documents d'orientation laissent à penser que l'agriculture et l'élevage sont des priorités des gouvernements mais les fonds investis ne sont pas à la hauteur des priorités affichées. Source : APESS (2014). Le financement public dans l'élevage au Sahel depuis 10 ans : un double sous-investissement. URL : https://www.apess.org/wp-content/uploads/2017/05/synthese-etudes-bilan-maputo-apess.pdf

L'augmentation de la consommation de produits d'origine animale est un phénomène planétaire, surtout dans les pays en développement et émergents où elle a été multipliée par 3 entre 1962 et 2010. La hausse de la consommation totale de viande est largement dominée par les volailles et le porc, la volaille devant prendre la 1ère place comme viande la plus consommée dans le monde dès 2022.

Source: FAOSTAT,2018. Produit par GreenPeace

Source Unigrains d'après FAO/OCDE

Les exportations de viande bovine sur le marché mondial sont dominées par l'Australie, les États-Unis, l'Union Européenne, le Canada et plus récemment le Brésil. Les cours mondiaux sont fixés par un petit nombre de pays. Quant au marché international de la viande ovine, il est dominé par la Nouvelle-Zélande et l'Australie depuis le XIXe siècle. Aujourd'hui, les trois pays affichant les volumes produits les plus importants et la croissance de la production la plus forte sont la Chine, l'Inde et le Brésil.

- **Le Brésil** est devenu l'un des premiers exportateurs de viande bovine et de volaille (respectivement 20 et 40 % du marché mondial[10]). La compétitivité de la filière brésilienne se base sur trois éléments : faible coût des facteurs de production et des intrants, industrie concentrée et subventionnée, réglementation sanitaire « souple ». Sa production utilise peu d'investissements et d'intrants. En revanche, elle consomme énormément d'espaces agricoles et forestiers, notamment pour l'élevage bovin développé de manière extensive.
- **La Chine** produit 10 % de la viande bovine mondiale mais connait un important développement avec la promotion de systèmes industriels intensifs. Le pays importe plus de 60 % du soja brésilien. L'élevage porcin est à l'origine de problèmes de pollution qui ont déjà conduit à la fermeture de grandes porcheries. Par ailleurs, l'explosion de la demande interne de produits carnés a des répercussions sur le commerce international d'aliments pour le bétail.
- **L'Inde** détient le principal cheptel bovin du monde, avec près de 305 millions de têtes, même s'il reste intégrée principalement à la petite agriculture. Nourri avec les sous-produits des cultures, il est destiné majoritairement à la production de lait et à la traction animale. En 2017, l'Inde a dépassé de peu le Brésil en termes d'exportation de viande bovine. Toutefois, le gouvernement indien a remis en cause l'abattage et l'export ce qui devrait freiner les exportations en 2018 et les limiter exclusivement aux bufflonnes non sacrées pour la religion hindoue.

[10] selon le Cepea, Centre d'études avancées en économie appliquée, qui dépend de l'ESALQ, la première université brésilienne d'agriculture basée à Piracicaba

La filière lait

La production de lait est en constante progression (+ 25 % entre 2005 et 2015) et s'est élevée en 2015 à plus de 800 millions de tonnes issus (83 % lait de vache)[11]. Globalement les principaux producteurs de lait sont l'UE et l'Inde (respectivement 20 et 18 % du lait mondial)[12]. Les deux premiers exportateurs sont la Nouvelle Zélande et l'Union européenne et représentent respectivement 27 et 25 % des exportations. Les principaux produits laitiers échangés sont la poudre de lait entière (30 % des échanges en volumes), la poudre écrémée (25 %) et le fromage (30 %)[13].

La production laitière est frappée par de fortes inégalités en termes de productivité :

- aux **Etats Unis**, plus de la moitié du lait est produit par des troupeaux de plus de 1 000 vaches produisant chacune 10 000 kg de lait. Elles sont nourries à l'auge toute l'année avec du foin de luzerne et des grains achetés. Ce lait est souvent transformé en poudre pour l'export ;
- **en Nouvelle Zélande,** le climat permet de nourrir de grands troupeaux de vaches au pâturage toute l'année. Les coûts de production sont faibles mais les quantités varient de 1 à 10 au cours de l'année. Il faut donc le transformer en produits stockables sous forme de poudre principalement. Le pays ayant plus de vaches que d'habitants, il exporte 95 % de sa production et tire les prix mondiaux à la baisse ;
- **en Europe** le troupeau moyen est 10 fois plus petit que dans les 2 pays précédents mais avec de fortes disparités entre pays et intra pays. En France le troupeau type est de 50 vaches sortant au pâturage au printemps et produisant 7 000 kg de lait. Au Danemark, il est de 200 vaches à l'auge toute l'année et produit plus de 9 000 kg de lait.

Les éleveurs laitiers français en crise

Le marché laitier européen se caractérise par une récente et rapide dérégulation. Avec la fin des quotas laitiers en 2015, les producteurs ont produit nettement plus alors que la Chine avait réduit ses achats et la Russie fermé ses portes aux produits laitiers européens (embargo). Par conséquent, les prix se sont effondrés au détriment des éleveurs. Faute de marché, l'Europe a stocké de grandes quantités de poudre de lait et ces « surstocks » continuent de peser sur le prix du lait.

C'est le cas en France, où les revenus dégagés par les éleveurs sont très faibles. En outre, dès que le prix du lait diminue, notamment en deçà de 0,30 € / litre, de nombreux

[11] BROUTIN Cécile, LEVARD Laurent, GOUDIABY Marie-Christine, 2018, Quelles politiques commerciales pour la promotion de la filière « lait local », Paris, Gret, 100 pages.
[12] (Ibid.).
[13] (Ibid.).

éleveurs sont dans l'incapacité de couvrir leurs coûts de production. Selon Elsa Casalegno[14], journaliste à *La France agricole*, les difficultés du secteur laitier européen traduisent les limites d'un système mondialisé : « *Les productions sont ancrées dans les territoires alors que le marché est mondial* ». En France, une poignée[15] de multinationales réalise 90 % de la collecte et valorise mal les spécificités locales.

La Fédération nationale des producteurs de lait (FNLP) alerte sur l'impact du volume des stocks croissants de poudre de lait qui atteignaient en novembre 2017 378 578 tonnes pour l'ensemble de l'UE[16]. Ces stocks créent une incertitude sur le prix du lait payé aux producteurs de lait en 2018. Avec la signature des accords de partenariat (APE) en cours de négociation entre l'UE et les pays oust-africains, les industriels risquent de se tourner vers cette région pour y trouver de nouveaux débouchés, au détriment de l'économie locale (cf. encadré précédent).

Les risques liés au développement de l'élevage industriel

L'élevage est l'une des composantes du système alimentaire ayant le plus fort impact environnemental et climatique. Toutes les productions carnées ne sont pas équivalentes dans l'ampleur des impacts environnementaux qu'elles occasionnent[17] alors que certains systèmes d'élevage apportent des contributions très positives.

Changement d'affectation des sols, dégradation des terres, déforestation

Le secteur de l'élevage est accusé d'être un gros consommateur de terres. Ce sont 70 % des terres à usage agricole qui, directement ou indirectement, sont consacrées à l'élevage *(FAO, 2006, p. xxi)*. L'essentiel des pâturages extensifs est constitué de parcours et de prairies non cultivables produisant des fourrages fibreux non consommables par l'être humain. L'élevage intensif mobilise près d'un tiers de toutes les terres arables pour produire l'alimentation-bétail. L'expansion des pâturages et des cultures destinées à l'alimentation animale se fait au détriment de la forêt et génèrent des problèmes sociaux liés au développement de cultures intensives au détriment des petits paysans. Cela concerne surtout le modèle de production de viande du Brésil et les élevages industriels gros consommateurs de soja provenant de cette région du monde. La matière organique découlant des activités d'élevage est d'un autre côté utilisée pour améliorer les sols dégradés par les monocultures par exemple.

Emission de gaz à effet de serre (GES)

En 2006, un rapport de la FAO intitulé « *Tackling climate change through livestock* », dénonce les méfaits de l'élevage, indiquant que celui-ci génère 14,5 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique[18]. 60 % des émissions de GES dans l'élevage sont produites par les ruminants. A cela il faut prendre en compte la différence d'émissions en fonction de l'élevage et du type de système de production.

[14] Casalegno E., Laske K., (2016) Les cartels du lait. Comment ils remodèlent l'agriculture et précipitent la crise, Don Quichotte.
15 Lactalis, sodial, Bongrain, et Danone notamment.
16 Sudinfo, Les stocks de poudre de lait: «Une épée de Damoclès» au-dessus de la tête des agriculteurs, Publié le Mercredi 24 Janvier 2018 :http://www.sudinfo.be/id35757/article/2018-01-24/les-stocks-de-poudre-de-lait-une-epee-de-damocles-au-dessus-de-la-tete-des
17 Le changement climatique correspond à « des variations climatiques (réchauffement ou refroidissement) en un endroit donné, cours du temps ». A l'échelle du globe, il s'agit surtout d'un phénomène d'élévation de la température moyenne, lequel, est corrélé à l'augmentation des gaz à effet de serre (GES) et notamment des dioxydes de carbone et méthane causés par les activités humaines. Ce phénomène s'accompagnerait notamment d'une perturbation du cycle de l'eau, d'une élévation du niveau des mers et des océans, d'une augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles. On peut parler de changements climatiques au pluriel.
18Liée à l'activité humaine

Le méthane entérique représente 40 % des émissions de GES de l'élevage et possède un potentiel de réchauffement climatique 23 fois plus élevé que le CO2[19]. Ce gaz est issu de la fermentation des aliments consommés par le bétail. Si les ruminants s'alimentent dans des prairies qui stockent du carbone, cela compense les émissions de 20 à 60%[20]. Par contre, si le bétail se nourrit du maïs irrigué et du « soja d'Amazonie », le bilan de GES est dans ce cas nettement plus lourd.

Des ressources hydriques menacées

La production de viande nécessite plus d'eau que celles des productions végétales. Il faudrait en moyenne 15 500 litres d'eau pour produire un kg de viande de bœuf, mais cela dépend encore du type d'élevage. La prairie joue un rôle régulateur et épurateur : plus il y a de surface de prairie par animal, plus le système est bénéfique pour l'eau et la biodiversité.

La surconcentration des élevages sur certains territoires s'avère problématique en termes de pollution. C'est notamment le cas en Bretagne, en Flandre, au Sud-Est des Pays-Bas où l'eau est polluée par l'azote, le phosphore et des résidus d'excréments d'animaux (nitrates). Dans les zones de cultures intensives sans élevage, les eaux sont souvent polluées en nitrates et en pesticides.

Perte de biodiversité

Selon AVSF, ¾ de l'alimentation mondiale est assurée par 12 plantes et 5 espèces animales. On constate une réduction des races locales au profit des races importées pour leur productivité en viande, en lait pour les vaches, ou œufs pour les poules. Par exemple, les paysans sont incités à utiliser des poules de souches hybrides spécialisées dans la ponte ou à croissance extrêmement rapide. Le bétail constitue près de 20 % de la biomasse animale mondiale, c'est-à-dire, du poids total des animaux sur la Terre. Les animaux sauvages ont perdu le tiers de leurs habitats naturels notamment à cause de l'élevage de bétail[21].

Une pression sur le prix des céréales qui alimente les crises alimentaires

Selon la FAO, Plus de 90 % des tourteaux de soja et 60 % du maïs et de l'orge sont cultivés pour l'alimentation des animaux. Le rendement de la transformation des végétaux par les animaux est généralement faible. La consommation des animaux d'élevage comporte une part des végétaux consommables par l'homme. On voit souvent écrit qu'il faut 10 kg de protéines végétales pour produire 1 kg de viande de bœuf. Ce ratio varie pour les autres productions (œuf, lait…). On parle alors de compétition entre les productions animales et l'alimentation humaine. Selon Oxfam, la demande croissante de céréales pour nourrir le bétail [...] est susceptible de pousser encore les prix à la hausse, au-delà de ce qui est abordable pour les plus pauvres du monde. Parmi les causes de la flambée des prix des céréales qui ont provoqué de graves crises alimentaires, le gonflement de la demande en viande et donc en céréales, a clairement été identifié. Il faut noter que de nombreux élevages non-industriels peuvent avoir une contribution positive à la production de protéines de qualité pour

[19] C'est-à-dire générant une grande quantité de gaz à effet de serre (GES).
[20] JP-Peyraud, (2018) Des controverses ciblant l'élevage, INRA.
[21] Organisations des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Livestock's long shadow Environmental issues and options. 2006.

l'alimentation humaine. Ainsi l'élevage peut également valoriser des ressources non consommables par l'homme (coproduits végétaux), notamment dans les systèmes laitiers herbagers.

La surconsommation de viande et les risques pour la santé

Le confinement des animaux soumis à une croissance accélérée et disposant d'une variabilité génétique pauvre, crée des conditions propices à l'apparition et à la propagation de nouveaux pathogènes. Ces dernières décennies, les scandales sanitaires issus des industries d'élevage et agro-alimentaire illustrent cette problématique. Il faut noter que dans les pays développés, les normes sanitaires sont de plus en plus strictes. Dans les Pays les moins avancés (PMA), les maladies contagieuses animales, à plus ou moins forte mortalité, transmissibles ou non à l'homme sont mal contrôlées. Ainsi, la situation zoo- sanitaire rend compte du niveau socio-économique des pays[22]. « *Un lien a été établi entre la consommation de viande rouge transformée et non transformée et une prévalence accrue de l'obésité dans le monde*».[23] Aujourd'hui, quasiment tous les nutritionistes s'accordent à dire que la consommation de viande est trop importante dans les pays occidentaux. De nombreux problèmes de santé sont associés à une consommation excessive de produits carnés (>500G / semaine) ou laitiers qui entraîne un risque important d'accident cardio-vasculaire[24].

Le bien-être animal en question

L'élevage industriel a fait de la quête de productivité une priorité, sans égard aux conditions d'élevage des animaux. Les animaux sont traités comme de simples marchandises, entassés avec peu d'espace et de lumières. Sélectionnés génétiquement, ils sont nourris de concentrés à l'origine de maladies et troubles. Les animaux se blessent souvent entre eux et sont victimes de stress. Les consommateurs sont de plus en plus nombreux à s'intéresser à la question du bien-être animal.

QUELLES ALTERNATIVES ?

Vers des modes de production durable et solidaire.

- **Réduire la production de viande et de produits laitiers** nécessitera une transition juste et équitable dans un secteur où les revenus des agriculteurs, éleveurs et communautés rurales constituent la pierre angulaire du processus de décision.
- **Au Nord, l'élevage intensif spécialisé doit évoluer vers des systèmes d'élevage mixte (animaux et cultures), plus extensifs et plus écologiques**. Les modèles d'élevage bas carbone préservant l'environnement et le bien-être animal existent déjà un peu partout en France, en Europe et ailleurs. Il s'agit d'encourager cette évolution par des politiques et des financements pour transformer les pratiques sur toute la chaîne de valeur. Plusieurs stratégies de réduction des émissions de GES existent déjà. En France on pourrait produire autant de lait et de viande bovine avec un troupeau laitier plus mixte et un troupeau allaitant nettement plus réduit, l'ensemble valorisant principalement des prairies pérennes donc très bénéfiques à l'environnement et à l'économie des régions à vocation herbagère. Pour les élevages de porcs et volailles, une redistribution dans les zones de cultures doit être encouragée.

[22] André Pflimlin, 2017.
23 Green Peace (2018). « Projet de Greenpeace pour la production de viande & de produits laitiers d'ici à 2050 moins de viande & de produits laitiers pour une planète en bonne santé » URL : https://www.greenpeace.fr/mieux-de-viande-de-produits-laitiers-planete-bonne-sante/
24 Les accidents vasculaires cérébraux, les maladies coronariennes et les maladies aortiques sont des exemples de maladies cardiovasculaires.

- **Au Sud,** plus particulièrement en Afrique de l'Ouest, la protection et le soutien de l'élevage familial, pastoral et agropastoral, sont fondamentaux pour qu'il gagne en productivité. L'enjeu est celui de de nourrir les zones rurales puis petit à petit d'être en capacité de répondre aux besoins des villes, qui connaissent un accroissement démographique très important. Ce soutien doit passer par la sécurisation du foncier, l'accès aux ressources naturelles, l'organisation du territoire, la formation des éleveurs et le renforcement des capacités des organisations paysannes, l'accès à la santé animale, l'amélioration de la production, la valorisation des productions locales sur les marchés intérieurs ou extérieurs[25].
- **Le bien-être animal doit impérativement être mieux pris en considération** dans les activités d'élevage. Hors des ateliers industriels, les éleveurs sont depuis longtemps très attentif à la santé et au confort de leurs animaux. Des exigences supplémentaires doivent aussi se traduire par une plus-value sur les produits. Selon la CGT, l'amélioration du bien-être animal passerait également par une amélioration des conditions de travail des travailleurs.

Réduire la consommation de viande et veiller à sa qualité

Un rééquilibrage du régime alimentaire des pays développés, avec moins de protéines d'origine animale, est impératif. Une alimentation très riche en viande et en produits laitiers, n'est ni tenable ni généralisable à 10 milliards d'êtres humains.

- **Nos choix alimentaires individuels constituent incontestablement un levier pour alléger l'emprunte environnementale de notre alimentation**. Mangez moins de viande et évitez les viandes issues des élevages industriels.
- **Privilégiez systématiquement les viandes labélisées par des signes officiels de qualité.** Garants de la qualité globale (qualité bien-être, gustative, environnementale), ils limitent les externalités négatives avec des cahiers des charges bien spécifiques qui pour certains excluent des pratiques d'élevage et de culture utilisant des produits chimiques et phytosanitaires.

Des politiques cohérentes

- **Une politique de développement et de solidarité internationale** qui renforce son soutien aux filières locales et paysannes du Sud et redonne au pastoralisme leur place dans les stratégies, programmes et documents cadre de développement des pays du Sud.
- **Une politique commerciale européenne** respectant la souveraineté alimentaire des pays du Sud et la possibilité de protéger leurs marchés face aux importations à bas prix (cf. les Accords de Partenariat Economique avec les pays de l'Afrique de l'Ouest).
- **Une politique de sécurité alimentaire, réduisant les importations de protéines (soja),** destinée à nourrir nos cheptels et favoriser l'extensification des systèmes d'élevage.
- **La réduction des gaspillages évitables** durant toutes les étapes (transformation, distribution, consommation).
- **La limitation de l'impact environnemental et l'empreinte carbone de l'élevage industriel** sans compromettre la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

[25] https://www.avsf.org/fr/posts/2259/full/elevage-paysan-au-senegal-quelle-evolution-souhaitons-nous

- **La coopération intersectorielle** entre la santé publique, la gestion environnementale, la médecine, les sciences vétérinaires et sociales, pour améliorer le contrôle des maladies[26].

DES INITIATIVES QUI SE MULTIPLIENT

- **Les Organisations paysannes (OP) en Afrique de l'Ouest** : APESS[27], RBM[28], ROPPA[29] plaident en faveur de politiques agricoles et commerciales qui soutiennent la filière lait local. La CEDEAO a décidé en 2015 de lancer une "offensive lait" pour soutenir le développement du lait local. Le contenu de cette politique est en cours d'élaboration.

- **Au Mali, révolution fourragère et culturelle dans l'élevage.** Afdi Normandie accompagne des éleveurs maliens au travers de l'association professionnelle paysanne de la région de Koulikoro (AOPP RK) depuis 1992 pour améliorer la solidarité dans la filière, la durabilité de leur production et leur connexion avec le marché.[30]

- **En France,** la filière comté est citée comme un exemple de réussite économique dans le domaine des filières d'appellation contrôlée (AOC). Sa production contribue amplement à l'essor économique du Massif jurassien. Cyrille Rigolot, chercheur à l'INRA, met en exergue « *l'importance du capital social dans les capacités d'adaptation de la filière* ». [31]

ORIENTATIONS PEDAGOGIQUES

Ci-après vous trouverez une sélection de proposition d'outils d'animation, films et bibliographie pour préparer vos évènements. N'hésitez-pas à contacter la coordination ALIMEN**TERRE** de votre région pour vous faire accompagner.

Questions d'entrée dans le débat

Quelles alternatives face aux ravages de l'élevage industriel intensif ?

Exemples d'outils d'animation

Agri'STA, Animation sur les impacts de la filière lait française, Ingénieurs Sans Frontière (ISF), 2006. Disponible sur : http://www.alimenterre.org/animation-sur-les-impacts-de-la-filiere-lait-francaise

L'élevage industriel à la base de la malbouffe mondiale. Bulletin Nyéléni N° janvier 2011. Disponible sur :
https://nyeleni.org/DOWNLOADS/newsletters/Nyeleni_Newsletter_Num_2_FR.pdf

[26] Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF).
[27] Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savanes
[28] Réseau Billital Maroobé (RBM) est un cadre régional ouest africain de référence des éleveurs et pasteurs.
[29] Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
[30] Fiche témoignage programme PAFAO du CFSI. En ligne : http://www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/1110-entretien-2013126-afdibn-claire-guyon-cdr.pdf
[31] « *Le capital social combine différents types de liens sociaux entre ses acteurs, avec son unité coopérative de base (la fruitière) et son interprofession spécifique […] Ce capital social peut être mobilisé comme une source d'innovation pour d'autres problématiques, en prenant des exemples concrets dans le domaine*
social (évolution du travail des fromagers) et technique (améliorations de la qualité du fromage et autonomie des exploitations) » (Cyrille Rigolot, 2016) https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/pdf/2016/04/cagri160032.pdf

Jagros : Sur les sentiers du lait, ADG, SOS Faim, VSF. Disponible sur : http://jagros.be/ressources/fiche_lait.pdf

Filmographie

Copier-cloner : animation sur l'élevage industriel. En ligne : https://vimeo.com/5629970

Le Basic, (2014). « Marguerite », sélection ALIMEN**TERRE 2015**. En ligne : http://www.alimenterre.org/l-histoire-de-marguerite-ou-les-impacts-societaux-de-la-filiere-lait-francaise

Film « Roumanie, éleveurs porcins à terre » sélection ALIMEN**TERRE 2016.** En ligne :

http://www.alimenterre.org/roumanie-eleveurs-porcins-a-terre

Film « Cousin comme cochon » sélection ALIMEN**TERRE 2017.** En ligne :

http://www.alimenterre.org/cousin-comme-cochon

Bibliographie

BROUTIN Cécile, LEVARD Laurent, GOUDIABY Marie-Christine, 2018, Quelles politiques commerciales pour la promotion de la filière « lait local », Paris, Gret, 100 pages. URL: http://www.alimenterre.org/quelles-politiques-commerciales-pour-la-promotion-du-lait-local-en-afrique-de-l-ouest

COUTURIER C. et al., (2014). Afterres2050 - un scénario soutenable pour l'agriculture et l'utilisation des terres en France. Solagro, p63.

FAO, (2013). *Impacts d'une transition mondiale vers l'élevage biologique à faible intensité d'intrants*, p13.URL: http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/sustainability_pathways/docs/SOL-m_fr.pdf

FAO, (2013).*Tackling the climate change through lifestock, A global assessment of emissions and mitigation opportunities*, 139p. http://www.fao.org/docrep/018/i3437e/i3437e.pdf

Green Peace, (2018). *Moins de viande & de produits laitiers pour une planète en bonne santé*, p42.URL : https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2018/03/Moins_mais_mieux_BD.pdf

SOS Faim, (2015). *Les défis des éleveurs : le cas du Bénin en Afrique de l'Ouest, Dynamiques paysannes* http://www.alimenterre.org/les-defis-des-eleveurs-le-cas-du-benin

BÖNIG Constanze et al.,(2018). De l'urgence au développement : renforcer la résilience par des interventions basées sur l'élevage. AVSFVSF-Germany, VSF-International. https://www.avsf.org/public/posts/2219/policy_paper_4-livestock-emergency-web-vsf-int.pdf

Le contenu de ce document produit pour le programme ALIMEN**TERRE** relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Agence Française de Développement, de la Fondation Daniel et Nina Carasso, de la Fondation Léa Nature Jardin Bio et de Fondation Olga Triballat Noyal. Le contenu de cette fiche n'engage pas les experts qui l'ont amendé et que nous remercions : Cécile Broutin et André Pflimlin.

COMITE FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr